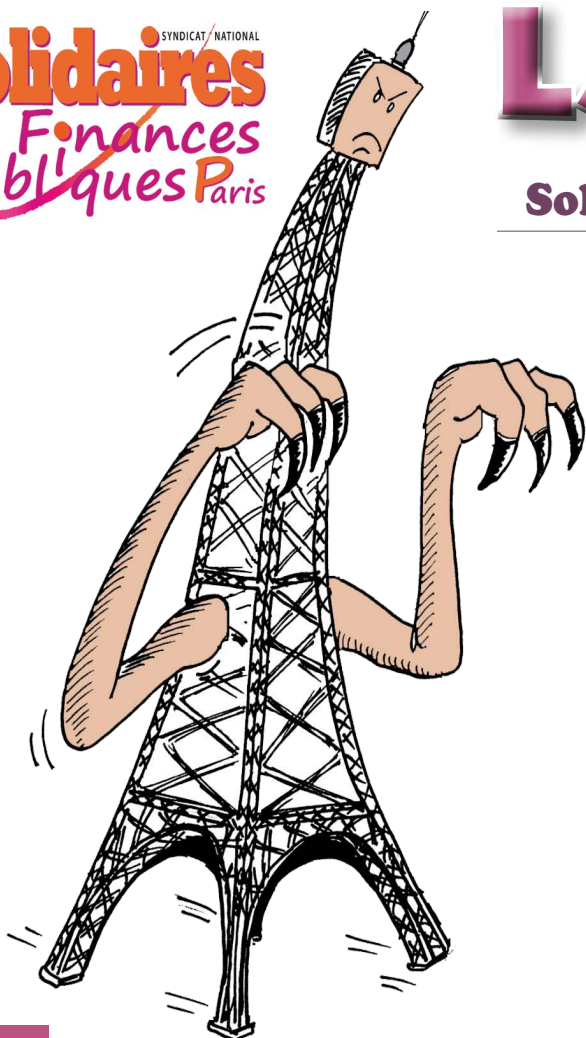




Coup de Griffe

Tentatives d'intimidation de la Direction

Le lundi 16 avril, devant les sites d'Uzès et de Michel Le Comte, notre «bienveillante» Direction a généreusement distribué des lettres d'avertissement aux grévistes qui défendaient nos emplois et le service public.

Dans la perspective d'une campagne IR particulièrement compliquée avec la mise en place du Prélèvement à la Source (PAS), la DG craint fortement la médiatisation du mouvement social actuel à la DGFIP. Elle a donc mandaté ses zélé.e.s directeurs et directrices pour qu'ils intimident les grévistes, sur la base de menaces de sanctions pour toute action qui pourrait empêcher l'ouverture des sites.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur l'application de certaines directives hiérarchiques, relevons l'empressement servile de la DRFiP Paris à scrupuleusement appliquer ces consignes.

La défense de nos missions, de nos emplois, et plus largement du service public semble moins préoccuper nos directrices et nos directeurs que leurs plans de carrière. Solidaires Finances Publiques continuera à accompagner et défendre les agent.e.s dans toutes les actions nécessaires pour défendre les services publics.



Le 22 mai, en grève pour la Fonction publique et ses agent.e.s !

Solidaires avec les huit autres organisations syndicales représentatives dans la Fonction publique appelle l'ensemble des personnels de la Fonction publique d'État, de la Fonction publique Hospitalière et de la Fonction publique Territoriale à la grève et aux manifestations le mardi 22 mai 2018.

Elles appellent les agent.e.s à rejeter le projet de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont leurs conditions de travail. Le développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut, de même que la possible rémunération «au mérite» assise sur des critères contraires à ceux du service public. L'intersyndicale Fonction publique rappelle son opposition à la remise en cause des CAP et à la disparition des CHSCT, comme à toutes mobilités forcées, y compris vers le secteur privé.

N'attendons pas le rendez-vous salarial du mois de juin (rencontre ministérielle avec les Organisations Syndicales) pour exiger que le gouvernement propose des mesures qui permettent une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous : fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence, compensation pérenne de la hausse de la CSG, respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Solidaires Finances Publiques est attaché à une Fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale, à la nécessité aussi de conforter les agent-es dans leurs rôles et dans leurs missions. Forte de ces valeurs, Solidaires Finances Publiques rejette le futur rapport du Comité Action Publique 2022.

Forte de ces valeurs, Solidaires Finances Publiques rejette le futur rapport du Comité Action Publique 2022.

Solidaires en lutte

Poursuivons les grèves, construisons un front commun

Les journées d'actions de mars et d'avril ont affirmé la volonté de défendre pied à pied les revendications portées dans les différents secteurs en lutte mais aussi de les mettre en commun. Dans toutes ces luttes, des préoccupations communes émergent : défense des services publics, augmentations de salaires, défense de l'emploi et des conditions de travail. Elles se confrontent au business modèle du CAC40. C'est cette orientation portée par le Medef et par le gouvernement qui met en avant la rentabilité contre le service public, le mérite de quelques un-es contre les droits de tous-tes, la productivité contre l'emploi et le lien social, tout cela pour enrichir une fraction infime de la population. Solidaires appelle à saisir toutes les occasions de lutter ensemble.

Facs en lutte

De nombreux campus sont toujours mobilisés dans toute la France contre le plan Vidal, la sélection à l'université et toutes les régressions qui y sont liées ! Dans plusieurs facs mobilisées des cours alternatifs ont eu lieu, ainsi que des débats, ateliers et échanges autour de thèmes divers et variés.

Fonction publique : le 22 mai

Les organisations syndicales CFE/CGC – CFTC – CGT – FAFP – FO – FSU – SOLIDAIRES s'opposent aux objectifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon ou de privatisation de missions publiques. Les organisations appellent à développer partout des initiatives et actions pour rassembler sur la nécessité de préserver la Fonction publique : meetings, rassemblements, conférences de presse, forums, pétition, adresse aux usager-es... Elles prévoient d'ores et déjà un temps fort de mobilisation lors du rendez-vous salarial prévu à la mi-juin.

À la SNCF, on continue et on renforce la grève

Les Fédérations SUD-Rail, CGT, UNSA, CFDT et FO ont lancé un appel à renforcer la grève. Il va falloir maintenant que Macron et Philippe entendent les revendications des grévistes parce que tant qu'ils n'y répondront pas, la lutte continuera ! Pour peser davantage et pour faire plier le gouvernement, les grévistes prévoient de désorganiser davantage la production et de débattre dans les AG de nouvelles modalités d'action.

Marée blanche des hospitalier-ères le 15 mai

Les agent.e.s de la Fonction publique Hospitalière sont mobilisé.e.s depuis plusieurs semaines pour dire STOP au démantèlement programmé des établissements de santé (mardis de la colère).

Nous refusons le chantage du PDG d'Air France

Depuis février 2018 un conflit oppose l'ensemble des salarié.e.s à la direction d'Air France sur un sujet très important : les salaires ! Le PDG veut imposer à l'ensemble des salarié.e.s un accord qui ne règle rien et le soumettre à référendum pour demander aux salarié.e.s s'ils/elles acceptent de renoncer à la majeure partie d'un légitime rattrapage. Il y en a marre de ces dirigeants qui refusent de redistribuer les richesses créées. Il y en a marre des chantages et des ultimatums en guise de seul dialogue social.

Dans l'éducation...

Les raisons de se mobiliser ne manquent pas : baisse du nombre des postes ouverts aux concours de recrutement, baisse des dotations horaires pour l'année scolaire prochaine, réforme du bac et du lycée, réforme de l'accès à l'université, réforme du 1er cycle universitaire, recours accru aux contractuel-le-s... Après le succès du 22 mars, SUD éducation a soutenu une journée nationale de grève des précaires. La CGT et SUD éducation proposent de faire du 3 mai le point de départ de reconductions.

Les chômeur-euses se mobilisent pour leurs droits

La réforme de l'assurance chômage renforce le contrôle des chômeurs et chômeuses et menace le financement actuel. Solidaires était dans la rue avec les associations de chômeur-euses le 25 avril pour réaffirmer le droit de tous et toutes à une indemnisation quelles que soient les causes de chômage en référence au SMIC.

Réunion à l'Union locale Solidaires 5ème-13ème / Ivry

Divers syndicats étaient représentés en plus de Solidaires Finances Publiques : Sud Rail Austerlitz, Sud Éducation, Sud Culture. Chacun a évoqué les luttes en cours dans son secteur :

- pour Sud Rail, la fenêtre optimale pour la grève SNCF, c'est début mai.
- à l'Éducation, différentes actions sont prévues : grève nationale le 3 mai dans le secondaire, le primaire n'appelant qu'au 22, mais aussi un pique-nique contestataire le 5 mai au parc de Courcelles, et occupation d'une école un soir le 30 avril.
- à la Culture, grève le 3 mai, avec la participation de l'audiovisuel public. À la BNF (Bibliothèque Nationale de France), on organise en plus une grève interne un samedi, ce qui a toujours un fort impact.
- les étudiant.e.s sont de nouveau mobilisé.e.s depuis le 2 mai, et ce malgré l'évacuation des FACS occupées.
- dans l'Hospitalière, la mobilisation démarre lentement mais sûrement.

Cette réunion a été l'occasion d'envisager une convergence des luttes et des actions :

- le 26 avril, une distribution de tracts d'information aux usagers des services publics a eu lieu en association avec Sud Rail devant le Centre des Finances Publiques du 13ème.
- le 03 mai, a eu lieu une réunion avec le comité de défense des usagers du service public du 5-13.

Pour celles et ceux qui souhaiteraient participer ou en savoir plus sur les différentes actions locales mises en place par l'UL Solidaires 5-13, une adresse : unionsolidairesparis13@gmail.com

Journée morte à la DGFIP



GREVE du 3 MAI 2018

	Catégorie A + (1)			Catégorie A (inspecteurs seulement)			Catégorie B			Catégorie C			TOTAUX		
	Agents devant être présents	Nbr de grévistes	%	Agents devant être présents	Nbr de grévistes	%	Agents devant être présents	Nbr de grévistes	%	Agents devant être présents	Nbr de grévistes	%	Agents devant être présents	Nbr de grévistes	%
Direction	100	2	2,00	236	12	5,08	377	36	9,55	234	28	11,97	947	78	8,24
SIP-CDI-CDIF	69		0,00	128	16	12,50	485	102	21,03	570	130	22,81	1 252	248	19,81
SIE, SIP-SIE et PRS	59		0,00	86	10	11,63	464	102	21,98	333	48	14,41	942	160	16,99
Trésoreries	8		0,00	10	2	20,00	68	12	17,65	42	3	7,14	128	17	13,28
Brigades, BCR, PCE, PCRP, ICE	54	1	1,85	409	38	9,29	97	22	22,68	3		0,00	563	61	10,83
Serv. de Publicité foncière	7		0,00	2	1	50,00	36	5	13,89	23	2	8,70	68	8	11,76
TOTAL	297	3	1,01	871	79	9,07	1 527	279	18,27	1 205	211	17,51	3 900	572	14,67

(1) La catégorie A + supérieurs s'entend à partir du grade d'inspecteur divisionnaire.

AG interprofessionnelle 2018

Solidaires Paris

Le 18 avril dernier, l'Union départementale Solidaires Paris, qui regroupe tous les syndicats de Solidaires présents à Paris, tenait son assemblée générale. Nous avons, évidemment, fait le point sur nos activités interprofessionnelles et débattu de la numérisation et de « l'ubérisation » à l'œuvre dans tous les secteurs puis d'une campagne « services publics » à mener.



Le juridique

Après un rapport sur l'activité de nos conseillers et conseillères du salarié, défenseurs syndicaux et conseillers et conseillères prud'homaux qui malheureusement ne chôment pas, nous avons fait un point sur nos permanences juridiques. Ouvertes à toute et tout salarié.e parisien, elles se tiennent tous les mardis après-midis rue d'Armaillé (17ème). Là encore, la petite équipe qui les reçoit n'a pas de mal à occuper son temps. Que ce soit pour des licenciements abusifs ou des heures non payées, nul doute que la présence syndicale est plus que nécessaire.

D'autre part, tous les vendredis soirs, dans les locaux de Solidaires Paris, se tiennent des permanences « Sans-papier » qui aident ces travailleuses et travailleurs à faire respecter leurs droits et monter leurs dossiers de régularisation.

Formation

La formation syndicale interprofessionnelle est un axe prioritaire de notre activité interpro. Absolument nécessaire pour former et aider à construire les syndicats, elle permet en outre que les militant.e.s des différents secteurs se rencontrent et échangent. L'étendue des formations est large et va des institutions représentatives du personnel aux pratiques syndicales (pratiques d'enquête) ou porte sur des sujets sociétaux (égalité femme/homme ou antiracisme). Solidaires Finances Publiques forme d'ailleurs de plus en plus de camarades en interpro.

Moyens et représentativité

Solidaires Paris est représentatif et à ce titre aidé par la ville de Paris comme tous les autres syndicats. Cela nous permet d'avoir des locaux et des moyens pour l'activité syndicale interpro et l'aide aux petites structures. De plus, nous participons à la Commission administrative de la Bourse du travail de Paris.

Actions

Solidaires Paris intervient régulièrement pour aider aux actions de ses différents syndicats et également sur la place de Paris pour mener et faire connaître les différentes campagnes de l'Union syndicale Solidaires.

Numérisation et « ubérisation »

Dans le privé ou dans le public, la numérisation conduit les usagers à gérer eux-mêmes leurs demandes et provoque de fait la disparition d'emplois. De plus, cette numérisation voulue par les employeurs pour augmenter la productivité, oblige les salarié.e.s restants à des polyvalences et/ou polycompétences stressantes.

Évidemment, nous ne pouvons condamner les évolutions de la technologie et céder au « c'était mieux avant ». Nous devons nous interroger sur le rôle des nouvelles technologies et leur impact sur les conditions de travail.

En lien également avec les nouvelles technologies, se développe « l'ubérisation » du travail qui, en utilisant l'auto-entrepreneuriat, refuse à ces travailleuses et travailleurs les droits des salarié.e.s. Pourtant, les inorganisable.s s'organisent à l'exemple des livreuses et livreurs de Deliveroo, avec le soutien des syndicats.

Campagne Services Publics

Face à la casse généralisée des services publics nous avons deux batailles à mener : nous défendre dans nos différents secteurs et agir auprès de l'opinion publique.

C'est dans ce sens que Solidaires Finances Publiques Paris a proposé lors de cette AG une campagne « Touche pas à mes services publics ! », qui veut associer agent.e.s et usager.e.s. Elle se déclinera en semaines thématiques autour de l'éducation nationale, la santé, la Poste, les finances publiques, les collectivités territoriales, la protection sociale...